Audience publique du sept juin deux mille.

Numéro 22738 du rôle.

Composition:

Irène FOLSCHEID, premier conseiller, président;
Monique BETZ, premier conseiller;
Marie-Anne STEFFEN, conseiller;
Paul WAGNER, greffier assumé.

Entre:

A.) , épouse (...), commerçante, demeurant à L- (...)

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg en date du 29 juillet 1998,

comparant par Maître Josette ELVINGER, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

la société BV Soc 1.) ayant son siège social
à NL- (...)

la société BV Soc 2.) ayant son siège
social à NL- (...)

la société S.A. Soc 3.) , ayant son siège social à B- (...)

intimées aux fins du prédit exploit BIEL,

comparant par Maître Mathis HENGEL, avocat à la Cour à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL:

Par exploit du 19 février 1997, A.) a fait donner assignation à:

- 1) la société BV Soc 1.)
- 2) la société BV Soc 2.)
- 3) la société S.A. Soc 3.)

à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, pour s'entendre condamner solidairement et / ou in solidum à lui payer une indemnité évaluée ex æquo et bono et sous toutes réserves d'augmentation en cours d'instance et suivant qu'il appartiendra à un montant de 5.000.000.- francs pour l'ensemble des préjudices subis par elle du fait de la notification des préavis par les assignées en date du 21 juin 1993, avec les intérêts tels que de droit.

Par jugement rendu le 29 mai 1998, le tribunal a déclaré irrecevable tant la demande principale que la demande reconventionnelle.

Pour arriver à cette conclusion, le tribunal a retenu le moyen du libellé obscur opposé par les parties défenderesses à l'encontre de l'exploit d'assignation du 19 février 1997.

Après avoir exposé in extenso le contenu du prédit exploit, les premiers juges ont dit que « si l'objet de la demande est clairement l'obtention d'une indemnisation après la rupture de deux contrats de distribution exclusive, indemnisation à laquelle la requérante estime avoir droit au vu de la longue durée de collaboration entre parties, force est de constater que la requérante reste en défaut de préciser sur quelle base elle entend obtenir cette indemnisation ».

Les premiers juges ont retenu que l'exploit ne fait pas ressortir quelle est la faute reprochée aux différentes défenderesses et que si la demanderesse a fait état dans l'exploit de « soi disants motifs de réorganisation » avancés par les défenderesses à l'appui de la résiliation, elle a, à l'audience, précisé qu'elle ne contestait pas la réalité des motifs invoqués, de même que la durée des préavis.

Les premiers juges ont encore souligné que l'assignation dirigée contre des défendeurs distincts, entre lesquels aucune solidarité n'a été justifiée, ne permet pas de déterminer ce qui est réclamé à chacun d'entre eux.

Sur base de tous ces éléments, les premiers juges ont dit que l'exploit du 19 février 1997 est à déclarer nul pour ne pas être conforme aux exigences de l'article 61 du Code de procédure civile et la demande principale de A.) a été déclarée irrecevable.

La demande reconventionnelle de la partie Soc 3.) a également été déclarée irrecevable, au motif qu'elle doit suivre le sort de la demande principale.

De ce jugement, qui n'a pas été signifié, A.) a régulièrement relevé appel par exploit d'huissier du 29 juillet 1998.

L'appelante reproche aux premiers juges d'avoir retenu le moyen du libellé obscur et elle soutient que, suivant note de plaidoiries du 20 mai 1998, elle a clairement précisé la base de sa demande tant en ce qui concerne l'objet, les moyens et le préjudice et elle reproduit ladite note dans son acte d'appel.

Les parties intimées maintiennent leur moyen de nullité tiré du libellé obscur de l'exploit introductif d'instance et ils affirment que l'objet et les moyens de la demande doivent être indiqués de manière à ce que les défendeurs soient en mesure de choisir des moyens de défense appropriés. Elles affirment que la nullité de l'exploit ne peut être redressée en cours d'instance en vertu du principe de l'immutabilité du litige.

C'est la demande introductive qui crée le lien d'instance, elle fixe le terrain du débat, le cadre du litige, qui s'impose aux parties et au juge. (Encyclopédie Dalloz, procédure civile, V° Action numéro 177).

En admettant qu'il puisse être supplée à l'insuffisance du libellé de l'exploit au moyen d'énonciations contenues dans d'autres actes, ce n'est qu'autant que ces actes ne peuvent être considérés comme faisant corps avec l'exploit.

La nullité résultant de l'absence d'un exposé sommaire des moyens ne peut pas être réparée par un acte ultérieur.

L'exploit d'ajournement qui ne contient aucunes conclusions précises sur lesquelles les juges puissent statuer est frappé d'une nullité qui ne peut être couverte par des conclusions ultérieurement prises.

La nullité résultant de ce que l'objet de la demande et les moyens à l'appui ne sont pas suffisamment formulés dans l'assignation ne peut être couverte par la précision donnée à la demande dans les conclusions prises en appel. (Dalloz, Codes annotés, article 61, numéros 767, 774, 775, 776).

Il s'en suit que la note de plaidoiries du 20 mai 1998, déposée en première instance en cours de délibéré, et reprise dans l'acte d'appel ne saurait parer à la carence de l'exploit introductif d'instance.

La Cour renvoie à la motivation des premiers juges à laquelle elle se rallie pour dire que ledit exploit est nul pour ne pas être conforme aux exigences de l'article 61 du Code de procédure civile.

En instance d'appel, l'intimée N.V. *SCC3*) a réitéré sa demande reconventionnelle de 415.854.- francs, du chef de factures acceptées, qu'elle avait déjà formulée en première instance.

Le caractère incident de la demande reconventionnelle et la liaison qui en résulte à l'égard de la demande principale a pour effet que si la demande principale est nulle ou irrecevable, la demande reconventionnelle suit le même sort. (Encyclopédie Dalloz, procédure civile, V° Demande reconventionnelle numéro 42).

Il s'en suit que c'est à bon droit que les premiers juges ont déclaré irrecevable la demande reconventionnelle.

Les trois parties intimées concluent à l'allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 131-1 du Code de procédure civile. L'appelante conclut à l'irrecevabilité de cette demande, au motif qu'elle est fondée sur un article de l'ancien Code de procédure civile, malgré le fait que depuis le 16 septembre 1998 est en vigueur un nouveau Code de procédure civile.

Ce moyen n'est pas fondé, étant donné qu'aux termes de l'article XIII intitulé « Dispositions transitoires » de la loi du 11 août 1996 sur la mise en état, il est stipulé qu'elle ne s'applique qu'aux affaires introduites à partir du 16 septembre 1998 tant en première instance qu'en instance d'appel, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, l'acte d'appel datant du 29 juillet 1998.

La demande des intimées, basée sur l'article 131-1 du Code de procédure civile, doit cependant être rejetée, vu qu'elles n'ont pas établi en quoi, il serait inéquitable de laisser à leur charge les frais autres que les frais de justice.

La demande de l'appelante, tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure, doit également être rejetée, étant donné qu'elle succombe dans son appel et que de ce fait, elle doit être condamnée à l'intégralité des frais et dépens de l'instance.

**PAR CES MOTIFS
et ceux des premiers juges:**

La Cour d'Appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement,

reçoit l'appel;

le dit non fondé;

confirme la décision entreprise;

dit non fondées les demandes basées sur l'article 131-1 du Code de procédure civile;

condamne l'appelante à tous les frais et dépens de l'instance d'appel.